

direction fédérale, en tout quelque 400 délégués. Fette chercha à y défendre ses positions. Seuls les représentants des syndicats de Berlin, ainsi que les représentants de l'aile chrétienne du D.G.B., l'appuyèrent. Les délégués bavarois, les dirigeants appliquant la ligne social-démocrate, et quelques dirigeants syndicaux fédéraux parlant un langage plus à gauche, tel Kummernuss, président du syndicat des services publics, et Jahn, président du syndicat des cheminots, l'attaquèrent violemment. Finalement la conférence se prononça contre le réarmement pur et simple et en faveur d'une dissolution du Parlement ainsi que d'une consultation populaire sur cette question.

Que les syndicats aient été à l'avant-plan de la lutte contre le réarmement a surpris nombre d'observateurs. En effet, la politique du chancelier Adenauer avait consisté jusqu'à maintenant à chercher à séparer la direction syndicale de la direction social-démocrate pour la transformer en une sorte de « troisième force » entre le parti social-chrétien au pouvoir et l'opposition social-démocrate. Cette politique avait marqué de nombreux points depuis deux ans. On s'attendait pour cette raison à une prise de position plus modérée de la direction syndicale envers le réarmement que celle adoptée par le S.P.D. C'est ce qu'avaient d'ailleurs cherché à réaliser les Fette et von Hoff. Que ces tentatives aient échoué et aient en définitive abouti à placer les syndicats à gauche du S.P.D. dans la lutte contre le réarmement n'est pas tellement dû à la pression des travailleurs eux-mêmes qu'à celle des cadres inférieurs et moyens des syndicats, surtout en Allemagne méridionale. Ainsi un courant de gauche, à physiologie politique encore floue, incertaine et pleine d'illusions, s'est pour la première fois manifesté dans le mouvement de masse allemand. C'est un événement d'importance considérable qui déterminera l'évolution de la vie politique allemande dans les mois à venir.

Il va de soi que l'aile chrétienne du D.G.B. a violemment protesté contre cette « politisation » des syndicats et, une fois de plus, répété son chantage habituel de la scission syndicale. Mais les rapports de forces lui sont actuellement défavorables. Plus importante est, pour cette raison, l'influence de ces événements sur l'attitude du S.P.D. Les élections partielles qui eurent lieu dans le sud-ouest de l'Allemagne (Wurtemberg, Bade) montrent que le renforcement électoral du S.P.D. risque de s'arrêter si le parti social-démocrate ne rompt pas avec son attitude ambiguë en matière de réarmement. Or, les projets du S.P.D. sont entièrement basés sur la victoire qu'il escompte obtenir à l'occasion des élections fédérales l'an prochain. Un raidissement de son attitude en matière de remilitarisation s'est donc produit, concordant d'ailleurs avec la pression des organisations de base à la suite des décisions des syndicats (résolutions radicales contre le réarmement votées par des organisations social-démocrates à Francfort, en Rhénanie-Palatinat, à Essen, etc.). Ce raidissement s'est manifesté à la réunion récente du Conseil général de l'Internationale socialiste. L'opposition social-démocrate ne se prononce plus exclusivement contre les conditions techniques du réarmement dans la situation actuelle (stratégie américaine, armée européenne, pas d'égalité pour l'Allemagne, etc.). Elle se prononce maintenant contre le réarmement dans les conditions politiques actuelles, c'est-à-dire avant que la question de l'unification allemande ne soit réglée et que des pourparlers sérieux n'aient été engagés avec les Russes sur cette question.

Ainsi l'opposition syndicale, par ses effets directs et indirects sur le parti social-démocrate, va dans le sens des visées propres de la bureaucratie réformatrice dans la situation présente. L'ensemble de la situation joue en faveur d'une lente radicalisation politique de la classe ouvrière allemande. Une radicalisation du langage du S.P.D. lui permettra de cristalliser l'opposition populaire grandissante. Elle agira comme un stimulant sur la radicalisation des masses dont la pression accentuera à son tour le cours de gauche de la social-démocratie. Ce sont ces éléments de la situation qui marqueront la lutte de classe jusqu'aux élections fédérales, à moins que des événements internationaux d'une plus grande envergure ne modifient préalablement les données du problème.

## La campagne présidentielle aux U. S. A.

La politique intérieure aux Etats-Unis est aujourd'hui dominée par la campagne pour l'élection présidentielle et cette campagne est à présent dominée par les progrès de la candidature du général Eisenhower. Le principal rival d'Eisenhower comme candidat du Parti répu-

blicain en juillet est le sénateur Taft, de l'état d'Ohio. Taft est soutenu et préféré par les politiciens professionnels qui conduisent la machine républicaine, par le groupe ultra-réactionnaire Mc Arthur-Hoover, et par de puissants intérêts capitalistes du Middle-Ouest qui cri-